

Données chiffrées sur l'activité des juridictions financières

A - L'activité des juridictions financières

1 - La Cour des comptes

Rapports présentés devant les chambres de la Cour

	Nombre de rapports déposés		
	2006	2007	2008
Contrôle juridictionnel ou de gestion, audit et évaluation (toutes phases)	1 152	929	1 019
Certification des comptes de l'État	103	87	166
Certification des comptes du régime général de la Sécurité sociale	-	30	16
TOTAL GENERAL	1 255	1 146	1 201

Les publications et communications au Parlement (*)

	2006	2007	2008
Rapport public annuel (nombre d'insertions classiques + de suivi)	1 (21+26)	1 (26+38)	1 (27+38)
Rapports publics thématiques	6	7	5
Rapports sur les organismes faisant appel à la générosité publique	2	4	1
Rapports sur la loi de finances, la loi de financement de la sécurité sociale, les perspectives des finances publiques et les comptes	4	5	5
Communications au Parlement (art. 58-2 et 58-6 de la LOLF et L.132-3-1 du CJF)	16	15	16

La liste exhaustive des publications et communications figure page 775 et sqq.

Les communications administratives de la Cour des comptes

	Nature de la communication	Nombre de communications adressées				
		2004	2005	2006	2007	2008
Cour	Référés	41	31	31	38	42
	Communications du Procureur Général (CPG)	88	45	51	52	38
	Lettres du président	235	261	266	220	246
	Rapports particuliers	33	31	34	17	27
	SOUS-TOTAL	397	368	382	327	353
CRTC	CPG demandées par les CRTC	48	30	21	22	21
Affaires pénales	Transmises par la Cour	4	2	7	3	2
	Transmises par les CRTC	26	29	21	28	21
	TOTAL GENERAL	475	429	431	380	397

Les différents types de communication :

<p><u>Référés</u> : Communication adressée par le Premier président de la Cour des comptes à un ministre pour attirer son attention sur des erreurs, des irrégularités, des dysfonctionnements constatés lors de l'examen des comptes et de la gestion et lui suggérer les moyens d'y remédier et d'améliorer la gestion.</p> <p><u>Communications du Procureur général (CPG)</u> : Communications adressées par le Procureur général, à la demande des présidents de chambre, aux directeurs et chefs de service des organismes contrôlés, leur signalant des irrégularités dans la gestion financière</p> <p><u>Lettres du président</u> : Document contenant les observations arrêtées par une formation délibérante et transmise à une autorité sous la signature d'un président de chambre de la Cour des comptes</p> <p><u>Rapports particuliers</u> : Rapport dans lequel la Cour expose ses observations sur les comptes, l'activité, la gestion et les résultats d'une entreprise publique</p>

Jugement des comptes : les arrêts de la Cour des comptes

	2004	2005	2006	2007	2008
Arrêts	373	321	280	347	390
Arrêts d'appel	40	33	31	56	42
Amendes	3	3	1	0	1
Gestion de fait	14	10	14	14	16
Arrêts de débet	34	38	33	45	39

2 - Les activités internationales de la Cour et des CRC

	Nombre de rapports produits			
	2005	2006	2007	2008
Commissariat aux comptes d'organisations internationales*	50	34	28	38

*En 2008, les mandats de commissariat aux comptes concernaient : l'ONU, l'UNESCO, l'OACI, Interpol, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Organisation mondiale du commerce.

3 - Les chambres régionales et territoriales des comptes

Contrôle des actes budgétaires

Type de procédure (selon articles du Code général des collectivités territoriales- CGCT)	2004	2005	2006	2007	2008
Budget non voté dans le délai légal (art. L.1612-2 du CGCT) - Saisines	146	159	129	114	49
Budget voté en déséquilibre (art. L. 1612-5 du CGCT) -Saisines	153	142	115	112	146
Compte administratif (Rejet : art. L. 1612-12 du CGCT et Non-transmission : art. L.1612-13 du CGCT) - Saisines	57	103	84	70	33
Déficit important du compte administratif (art. L. 1612-14 du CGCT) - Saisines	160	143	119	101	148
Insuffisance des crédits pour dépenses obligatoires (art. L. 1612-15 du CGCT) - Saisines	325	326	283	225	178
Contrôle des délégations de service public (art. L 1411 du CGCT) -Saisines			10	17	6
Autres saisines				4	12
Total des saisines	841	873	740	643	569
Total des avis (1 ^{er} et 2 ^{ème} stade)	862	986	825	648	660

Jugement des comptes

	2004	2005	2006	2007	2008
Jugement des comptes des comptables publics :					
Nombre de jugements prononcés (1)	25 122	16 215	11 790	9701	9330
- dont Nombre de débet prononcés	253	388	213	294	274
Gestions de fait :					
Nombre de jugements prononcés	48	63	78	55	51
Nombre de déclarations provisoires	10	22	16	21	19
Nombre de déclarations définitives	14	11	26	15	8
Nombre de débet prononcés	5	0	0	4	9
Condammations définitives à l'amende :					
Amendes pour retard dans la production des comptes ou la réponse aux injonctions	34	77	104	86	50
Amendes pour gestion de fait	10	2	3	15	16

(1) La loi du 21 décembre 2001 prévoyait qu'à partir de l'exercice 2002, les comptes des communes et établissements publics, au dessous des seuils de 750 000 € de recettes ordinaires et de 3 500 habitants, ainsi que ceux de la totalité des associations syndicales autorisées (ASA) et des associations foncières de remembrement (AFR) seraient désormais soumis à l'apurement administratif des comptables supérieurs du Trésor.

L'application de cette loi explique la diminution du nombre de jugements prononcés depuis quatre ans maintenant.

**Interventions administratives des CRTC
Répartition par catégorie de destinataires**

	2004	2005	2006	2007	2008
Organismes soumis aux règles de la comptabilité publique					
♦ Collectivités territoriales					
- Rapports d'observations définitives	256	303	291	298	274
- Autres interventions administratives	99	125	124	124	89
♦ Établissements publics locaux					
- Rapports d'observations définitives	197	217	214	189	175
- Autres interventions administratives	228	90	113	113	74
♦ Établissements publics spécialisés					
- Rapports d'observations définitives	143	111	109	129	143
- Autres interventions administratives	67	58	68	49	65
Organismes non soumis aux règles de la comptabilité publique					
♦ Sociétés d'économie mixte					
- Rapports d'observations définitives	43	41	34	43	34
- Autres interventions administratives	29	8	6	6	5
♦ Associations subventionnées et autres organismes recevant un concours financier					
- Rapports d'observations définitives	47	45	65	38	57
- Autres interventions administratives	17	11	26	9	21
Total rapports d'observations définitives	686	717	713	706	683
Total autres interventions administratives	443	292	337	301	254

Activité de chacune des CRTC en 2007 et 2008

	Avis émis en contrôle des actes budgétaires		Jugements Rendus		Rapports d'observations définitives	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008
ALSACE	9	0	273	115	13	15
AQUITAINE	23	33	708	703	72	58
AUVERGNE	23	32	333	181	12	14
BOURGOGNE	32	23	335	434	27	23
BRETAGNE	9	16	688	805	38	25
CENTRE	22	17	545	492	33	41
CHAMPAGNE ARDENNE	18	22	342	282	22	18
CORSE	16	19	95	91	7	8
FRANCHE COMTE	55	38	271	225	11	12
ILE-DE-FRANCE	66	31	1072	1079	70	64
LANGUEDOC-ROUSSILLON	24	44	205	143	20	14
LIMOUSIN	20	11	157	183	14	15
LORRAINE	20	19	800	811	36	50
MIDI-PYRENEES	68	39	331	488	44	21
NORD-PAS-DE-CALAIS	21	37	699	400	19	22
BASSE-NORMANDIE	12	6	306	236	22	22
HAUTE-NORMANDIE	34	16	346	355	12	16
PAYS - DE - L A - LOIRE	9	18	609	643	53	51
PICARDIE	24	9	315	347	25	25
POITOU CHARENTES	17	19	312	365	33	30
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	33	38	589	546	31	36
RHONE-ALPES	49	41	206	232	52	51
GUADELOUPE, GUYANE, MARTINIQUE	121	106	50	32	13	11
LA REUNION	7	25	43	81	11	12
NOUVELLE CALEDONIE	4	1	43	22	9	18
POLYNESIE FRANCAISE	0	0	28	39	10	11
TOTAL	648	660	9701	9330	706	683

B - Le personnel des juridictions financières

1 – La Cour des comptes

Evolution des effectifs en activité à la Cour des comptes

	2004	2005	2006	2007	2008
Premier président	1	1	1	1	1
Procureur général	1	1	1	1	1
Présidents de chambre	7	7	8	8	8
Secrétaire général et secrétaires généraux adjoints	3	3	4	3	4
Avocats généraux	3	3	4	4	4
Personnels de contrôle					
Conseillers maîtres (1)	106	116	118	123	127
Conseillers référendaires	76	76	75	76	73
Auditeurs	16	20	18	15	16
Rapporteurs à temps plein	60	60	65	65	65
Assistants	83	70	75	66	64
Experts et inspecteurs de certification (2)			24	37	40
Total agents	341	342	375	382	385
Rapporteurs à temps partiel	37	33	25	23	18
Total personnels de contrôle	378	375	400	405	403
Personnels administratifs					
Personnels administratifs	256	259	257	266	262
Total Cour des comptes	634	634	657	671	665

- (1) Y compris les présidents de chambre maintenus en activité et les conseillers maîtres en service extraordinaire
- (2) Contractuels recrutés en 2006 pour la certification

Position administrative des magistrats de la Cour des comptes

Position	Effectif
En service à la Cour des comptes (*)	226
Détaché dans les fonctions de Président et de vice-Président de chambre régionale ou territoriale des comptes	27
Mis à disposition auprès d'une administration	4
Détachés dans une administration ou un organisme public	95
En disponibilité	44
Hors cadre	4
Total	400

(*) Y compris le Premier président, le Procureur général et les présidents de chambre

2 – Les chambres régionales et territoriales des comptes

Evolution des effectifs en activité dans les chambres régionales et territoriales des comptes

	2004	2005	2006	2007	2008
Présidents et vice-président	27	27	27	27	27
Personnels de contrôle					
Magistrats	342	340	331	324	331*
Rapporteurs	7	4	3	4	4
Assistants	337	338	334	345	332
Total personnels de contrôle	686	682	668	673	667
Personnels administratifs	474	472	463	439	455
TOTAL CRTC	1187	1154	1131	1112	1122

* dont 274 magistrats de CRTC, 1 magistrat non affecté et 57 fonctionnaires détachés dans ce corps

**Répartition des magistrats des
chambres régionales et territoriales des comptes**

Présidents de section	55
Premiers conseillers	329
Conseillers	27

+ 4 rapporteurs mis à disposition des CRC

**Position administrative des magistrats des
chambres régionales et territoriales des comptes**

	Effectif au 31 déc. 2008
En service dans les chambres régionales et territoriales des comptes	274 *
Détachés dans le corps des magistrats de CRC (Art 212-5 du CJF)	57
Mis à disposition de la Cour des comptes	5
Mis à disposition auprès d'une administration	0
Détachés dans une administration ou un organisme public (1)	68
En disponibilité	9
Hors cadre	2
Total	415

(1) dont 8 détachés dans le statut d'emploi de rapporteurs à la Cour des comptes

** dont les 4 rapporteurs mis à disposition des CRC et 1 magistrat non affecté*

**Répartition des effectifs par chambre au 31 décembre 2008
(Hors président de CRTC)**

Chambres	1 Effectif réel de magistrats et rapporteurs non magistrats	2 Assistants de vérification	3 Agents adminis- -tratifs	4 Total de 1-2-3
ALSACE	10	9	15	34
AQUITAINE	18	17	23	58
AUVERGNE	8	9	16	33
BOURGOGNE	9	8	19	36
BRETAGNE	16	17	20	53
CENTRE	13	13	19	45
CHAMPAGNE ARDENNE	8	8	14	30
CORSE	4	6	12	22
FRANCHE COMTE	6	6	15	27
ILE-DE-France	50	48	42	140
LANGUEDOC-ROUSSILLON	13	13	18	44
LIMOUSIN	5	4	13	22
LORRAINE	16	17	15	48
MIDI-PYRENEES	15	13	22	50
NORD-PAS-DE-CALAIS	20	16	26	62
BASSE-NORMANDIE	7	8	16	31
HAUTE-NORMANDIE	9	9	15	33
PAYS-de-la-LOIRE	19	19	20	58
PICARDIE	8	9	14	31
POITOU CHARENTES	7	9	14	30
PROVENCE-ALPES- COTE D'AZUR	24	24	27	75
RHONE-ALPES	27	30	29	86
GUADELOUPE, GUYANE, MARTINIQUE	6	7	15	28
LA REUNION	5	6	11	22
NOUVELLE CALEDONIE	4	3	4	11
POLYNESIE FRANCAISE	3	4	3	10
Total	330	332	457	1119

C - Les moyens financiers

Évolution des dépenses des juridictions financières

(Crédits de paiement en M€)

	Dépenses		
	2006 (chiffres définitifs)	2007 (chiffres définitifs)	2008 (provisoires chiffres au 08/1/2009)
Dépenses de personnel (Titre 2)	141,15	146,44	154,60
- dont rémunérations nettes	65,37	67,92	69,10
- dont indemnités	34,11	35,15	38,12
- dont cotisations et prestations sociales	41,67	43,37	47,38
Dépenses de fonctionnement (titre 3)	19,68	23,05	27,18
- dont informatique	2,02	1,90	2,83
- dont matériel et fonctionnement	17,66	21,15	24,35
Dépenses d'investissement (titre 5)	2,69	3,66	7,94
Dépenses d'intervention (titre 6)	0,01	0,02	0,02
Total hors titre 2	22,38	26,73	35,14
TOTAL DEPENSES (titre 2 et hors titre 2)	163,53	173,17	189,74

* L'année 2006 est marquée par l'introduction dans le budget des juridictions financières : des cotisations de pensions civiles à la charge de l'État, du coût réel des rémunérations et indemnités des personnels mis à disposition des juridictions financières par les ministères et pour les dépenses d'investissement, des opérations immobilières déléguées en maîtrise d'ouvrage au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

Liste des rapports publiés par la Cour des comptes depuis le 1^{er} janvier 2006

- * **Rapport public annuel (février 2008)**
- * **Rapport public annuel (février 2007)**
- * **Rapport public annuel (février 2006)**

- * **Rapports sur l'exécution des lois de finances pour l'année 2007 :**
 - Résultats et gestion budgétaire de l'Etat – Exercice 2007 (mai 2008)
 - La certification des comptes de l'Etat – Exercice 2007 (mai 2008)
 - Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques (juin 2008)
- * **Rapports sur l'exécution des lois de finances pour l'année 2006 :**
 - Résultats et gestion budgétaire de l'Etat – Exercice 2006 (mai 2007)
 - La certification des comptes de l'Etat – Exercice 2006 (mai 2007)
 - Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques (juin 2007)
- * **Rapports sur l'exécution des lois de finances pour l'année 2005 :**
 - Résultats et gestion budgétaire de l'Etat – Exercice 2005 (mai 2006)
 - Les comptes de l'Etat – Exercice 2005 (mai 2006)
 - Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques – préliminaire au débat d'orientation budgétaire (juin 2006)

- * **Rapport de certification des comptes du régime général de sécurité sociale - exercice 2007 (juin 2008)**
- * Rapport de certification des comptes du régime général de sécurité sociale - exercice 2006 (juin 2007)
- * **Rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale (septembre 2008)**
- * Rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale (septembre 2007)
- * Rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale (septembre 2006)

Rapports publics thématiques :

- Les communes et l'école de la République (décembre 2008)
- La formation professionnelle tout au long de la vie (octobre 2008)
- Les aéroports français face aux mutations du transport aérien (juillet 2008)
- La mise en œuvre du plan cancer (juin 2008)
- Le réseau ferroviaire, une réforme inachevée, une stratégie incertaine (avril 2008)
- Les grands chantiers culturels (décembre 2007)
- Les aides des collectivités territoriales au développement économique (novembre 2007)
- Les institutions sociales du personnel des industries électriques et gazières (avril 2007)
- La gestion de la recherche publique en sciences du vivant (mars 2007)
- Les personnes sans domicile (mars 2007)
- L'aide française aux victimes du tsunami du 26 décembre 2004 (décembre 2006)
- La carte universitaire d'Île-de-France : une recomposition nécessaire (décembre 2006)
- Les ports français face aux mutations du transport maritime : l'urgence de l'action (juillet 2006)
- Les personnels des établissements publics de santé (avril 2006)
- L'évolution de l'assurance chômage : de l'indemnisation à l'aide au retour à l'emploi (mars 2006)
- Garde et réinsertion - la gestion des prisons (janvier 2006)

*** Contrôle des organismes faisant appel à la générosité publique**

- Amnesty International section française (AISF) (décembre 2008)
- La ligue nationale contre le cancer (octobre 2007)
- La qualité de l'information financière communiquée aux donateurs par les organismes faisant appel à la générosité publique (octobre 2007)
- Fondation « Aide à Toute détresse » - ATD Quart Monde (mars 2007)
- Association « Le Secours Catholique » (mars 2007)
- Association « France Alzheimer et maladies apparentées » (juin 2006)
- Fondation « Abbé Pierre pour le logement des défavorisés » (juin 2006)